



NOS CONDITIONS DE TRAVAIL SONT LEURS CONDITIONS D'ÉTUDES

- **Augmentation immédiate des salaires de 400€/mois, indexation des salaires sur l'inflation et la mise en place d'une grille d'évolution salariale.**
- **Versement des paies en temps et en heure ainsi que la revalorisation de la prime rep et rep+.**
- **L'accès au CDI dès l'embauche, à un statut d'éducateur scolaire, une formation initiale et continue ainsi qu'une validation par acquis (VAE)**
- **L'augmentation des moyens sur nos établissements et l'embauche de nouveaux personnels (AED, AESH, AS, Infirmier etc.)**
- **Accès à l'éducation pour toutes et tous et retrait des lois liberticides.**

Libération de tous les lycéens et abandon des poursuites judiciaires et disciplinaires

NOUS CONTACTER :



@COLLECTIFVIESCO



**MOB_VIESCOLAIRE
@PROTONMAIL.COM**

**FAIRE UN DON
À LA CAISSE DE GRÈVE :**

<https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-greve-des-surveillant-es-d-ile-de-france>



**COLLECTIF VIE SCOLAIRE EN COLÈRE
SOUTENU PAR :**





UN VRAI MÉTIER, UN VRAI STATUT, UN VRAI SALAIRE ET DES MOYENS !

Depuis plusieurs semaines, les lycéen.nes se mobilisent pour dénoncer leurs conditions d'étude : classes surchargées, emplois du temps intenable, locaux vétustes, manque de personnel, etc...

Cette mobilisation s'effectue dans un contexte de destruction généralisée du service public, précarisant toujours plus les personnels de l'éducation et leurs élèves. Leurs revendications font écho à celle de l'ensemble du service public mobilisé depuis le 29 septembre.

Loin de répondre aux revendications, l'Etat réprime brutalement les lycéens, déployant un dispositif policier démesuré face à des élèves pour la plupart mineurs. Cette répression s'inscrit dans un climat général de montée de l'extrême droite, en témoigne le traitement médiatique mensonger de l'action lycéenne. Depuis le début du mouvement, le bilan est de plus de 5 000 interpellations. Le collectif Vie scolaire en colère, s'oppose fermement à cette répression. Nous serons toujours du côté des lycéen.nes.

Leurs conditions d'études sont nos conditions de travail : le rôle des AED n'est pas d'appliquer les lois liberticides, racistes et islamophobes du gouvernement (interdiction du téléphone, circulaire sur l'abaya, SNU, commémoration du 11 novembre, etc.). Notre métier d'AED ne se réduit pas à une activité de surveillance : nous pallions quotidiennement les manques de personnels et nous participons activement au suivi pédagogique et social des élèves.

Notre rôle est central, sans nous, les établissements ne tournent plus. Les élèves ouvrent la voie à une lutte commune. De meilleures conditions d'études pour elles et eux sont aussi de meilleures conditions de travail pour le personnel.

Nous appelons l'ensemble des AED à se mettre en grève aux côtés des travailleur.euse.s et des lycéen.ne.s dès le 6 octobre.